



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
4 août 2008

Français  
Original : anglais

---

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint au Conseil de sécurité le rapport du Comité des Commissaires aux comptes sur les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007.



**Rapport du Comité des Commissaires aux comptes  
au Conseil de sécurité sur les états financiers  
de la Commission d'indemnisation des Nations Unies  
pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007**

**Table des matières**

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 . . . . .	1-13	4
II. Rapport du Comité des Commissaires aux comptes . . . . .	1-	8
Résumé . . . . .		8
A. Introduction . . . . .	1-	10
1. Mandat, portée des vérifications et méthodologie . . . . .	1-5	10
2. Principales recommandations . . . . .	6	10
B. Rappel . . . . .	7-15	11
C. Constatations et recommandations détaillées . . . . .	16-	13
1. Suite donnée aux recommandations précédentes . . . . .	16-19	13
2. Aperçu de la situation financière . . . . .	20	14
3. État des recettes et des dépenses . . . . .	21-33	15
4. État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds . . . . .	34-44	17
5. État des flux de trésorerie . . . . .	45-47	19
6. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et de l'assurance maladie après la cessation de service . . . . .	48-51	19
7. Progrès accomplis sur la voie de l'application des Normes comptables internationales du secteur public . . . . .	52-54	21
8. Biens durables . . . . .	55-58	21
9. Stratégie d'achèvement . . . . .	59-64	21
10. Audit interne . . . . .	65-67	22
11. Passation par profits et pertes . . . . .	68	23
12. Versements à titre gracieux . . . . .	69	23
13. Cas de fraude ou de présomption de fraude . . . . .	70	23
D. Remerciements . . . . .	71	23
Annexe: État de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité dans son rapport relatif à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 . . . . .		24
III. Opinion des Commissaires aux comptes . . . . .		25
IV. Certification des états financiers . . . . .		27

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 . . . . .		28
État I. État au 31 décembre 2007 des recettes et des dépenses de l'exercice 2006-2007 et de la variation des réserves et du solde du fonds . . . . .		28
État II. État au 31 décembre 2007 de l'actif et du passif, des réserves et des soldes du fonds .		30
État III. État au 31 décembre 2007 des flux de trésorerie de l'exercice biennal 2006-2007 . . .		32
Notes relatives aux états financiers . . . . .		33

## **Chapitre premier**

### **Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007**

#### **Introduction**

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter le rapport financier sur les comptes de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. Ces comptes se composent de trois états financiers, des notes y afférentes et des informations supplémentaires figurant dans l'annexe au présent chapitre.

2. Le présent rapport doit être lu conjointement avec les états financiers. L'annexe susmentionnée comprend les informations techniques qui doivent être communiquées au Comité des Commissaires aux comptes conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière.

#### **Aperçu général**

3. La Commission d'indemnisation des Nations Unies est un organe subsidiaire du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a été créée conformément aux résolutions 687 et 692 (1991) du Conseil de sécurité pour examiner les réclamations et verser des indemnités au titre des pertes et préjudices directs subis par des personnes physiques, des sociétés, des États et des organisations internationales du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq (du 2 août 1990 au 2 mars 1991).

4. La Commission se compose du Conseil d'administration, de comités de commissaires et du secrétariat. Le Conseil d'administration, organe directeur, composé des 15 mêmes membres que le Conseil de sécurité au moment considéré, prend ses décisions sur la base des recommandations formulées par les comités de commissaires au sujet des indemnités à verser aux requérants. Les comités de commissaires évaluent les réclamations présentées par des gouvernements pour le compte de personnes physiques ou morales relevant de leur juridiction ou pour leur propre compte. Au terme de ces évaluations, qu'ils effectuent par tranches, les comités font des recommandations au Conseil d'administration sur le montant des indemnités à accorder. Sous la direction du Secrétaire exécutif, le secrétariat fournit services et assistance au Conseil d'administration et aux comités de commissaires.

#### **Activités**

5. Depuis le début de ses travaux jusqu'à la fin du traitement des demandes d'indemnisation au début de 2005, la Commission a reçu plus de 2,6 millions de réclamations introduites dans les délais requis. À ce jour, la Commission a réglé tous les demandes reçues, qui se répartissent comme suit: demandes d'indemnisation pour pertes liées au départ, présentées par des particuliers qui ont dû quitter le Koweït ou l'Iraq (réclamations de la catégorie "A"), réclamations présentées par des particuliers qui ont subi un préjudice corporel grave ou dont un proche est décédé (réclamations de la catégorie "B"), demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars (réclamations de la catégorie "C"), demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (réclamations de la catégorie "D"), demandes d'indemnisation présentées par des sociétés, d'autres personnes morales ou des entreprises du secteur public

(réclamations de la catégorie "E"), et demandes d'indemnisation présentées par des États ou des organisations internationales (réclamations de la catégorie "F").

6. Les réclamations reconnues comme justifiées ont donné lieu à des indemnisations se chiffrant à près de 52,4 milliards de dollars. Au 31 décembre 2007, la Commission avait mis à la disposition d'États et d'organisations internationales quelque 24 milliards de dollars à distribuer aux requérants de toutes les catégories. Les indemnités sont prélevées sur le Fonds d'indemnisation des Nations Unies, qui est alimenté par un pourcentage déterminé du produit des exportations de pétrole et de produits pétroliers irakiens. Ce pourcentage a été ramené de 25% à 5% par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1483 (2003), adoptée le 22 mai 2003.

7. À sa cinquante-huitième session, en décembre 2005, le Conseil d'administration a adopté dans sa décision 256 un mode de versement en deux phases. Il a disposé que pendant la première phase, des tranches de 2 millions de dollars seraient versées, dans l'ordre dans lequel les réclamations avaient été approuvées, jusqu'à épuisement des disponibilités du Fonds d'indemnisation et jusqu'à ce que tous les requérants restants aient reçu un montant de 65 millions de dollars ou le solde de l'indemnité à payer, si celui-ci était plus faible. Pendant la deuxième phase, les fonds disponibles pour le paiement des réclamations restantes seraient alloués trimestriellement comme suit: i) les requérants devant encore percevoir un montant supérieur à 500 millions de dollars recevraient un montant fixe de 2 millions de dollars; ii) les requérants devant percevoir un montant inférieur à 500 millions de dollars, et des indemnités au titre des réclamations des troisième, quatrième et cinquième tranches de réclamations de la catégorie "F4" relatives à la remise en état de l'environnement, recevraient des versements de 2 millions de dollars ou le solde de l'indemnité à payer, si celui-ci était plus faible, dans l'ordre dans lequel les réclamations avaient été approuvées.

8. Indépendamment du règlement des réclamations approuvées, la principale activité de caractère continu de la Commission d'indemnisation des Nations Unies consiste à superviser la mise en œuvre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, qui a été établi par le Conseil d'administration dans sa décision 258, en décembre 2005, pour suivre la gestion technique et financière des quelque 4,3 milliards de dollars de projets de remise en état et de régénération de l'environnement entrepris au moyen des indemnisations de la catégorie "F4". Le programme est financé par les gouvernements requérants participants (à savoir Arabie saoudite, Jordanie, Koweït et République islamique d'Iran) par le biais de déductions volontaires des indemnisations attribuées, sur la base d'un taux proportionnel à leur valeur.

#### **Aperçu de la situation financière**

9. Le Fonds d'indemnisation, qui est administré conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sert à financer les dépenses d'administration de la Commission (à l'exception du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement) et les indemnités qu'elle a approuvées. Les recettes du Fonds pour l'exercice biennal 2006-2007 se sont montées à 3 450,5 millions de dollars, contre 2 119,1 millions de dollars l'exercice précédent, soit une augmentation de 63%. Cette augmentation est imputable principalement à la hausse des prix du pétrole.

10. Pendant l'exercice 2006-2007, les dépenses ont représenté 3 511,9 millions de dollars, qui se répartissent comme suit: 3 497,2 millions de dollars

d'indemnités, 13,8 millions de dollars de dépenses d'administration et 0,9 million de dollars pour le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. Pour l'exercice biennal précédent, le total des dépenses s'est établi à 2 134,4 millions de dollars, dont 2 068,9 millions de dollars d'indemnités, 58,9 millions de dollars de dépenses administratives de la Commission et 6,6 millions de dollars de dépenses diverses. L'augmentation de 69% des indemnités versées s'explique par la hausse des recettes mentionnée au paragraphe 9. Les dépenses d'administration ont considérablement diminué en raison de la réduction du volume d'activités du Secrétariat de la Commission.

11. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, il a été découvert que, pendant l'exercice précédent, des cas de double indemnisation avaient donné lieu à un trop-payé de 74,9 millions de dollars, montant qui a été comptabilisé comme compte créditeur, lequel a par la suite été ramené à 46,5 millions de dollars, avec effet au 31 décembre 2007, à la suite des compensations opérées et des efforts de recouvrement entrepris conformément aux décisions du Conseil d'administration. Un montant de 46,5 millions de dollars figure par conséquent sous la rubrique "autres comptes créditeurs" dans l'état II de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, concernant l'actif, le passif, les réserves et les soldes des fonds. Il a été entrepris d'opérer d'autres compensations, pour un montant de 16,4 millions de dollars, ce qui laissera un solde de 30,1 millions de dollars. L'on trouvera de plus amples informations à ce sujet dans la note 3 c) des états financiers. À sa soixante-cinquième session, en avril 2008, le Conseil d'administration a décidé qu'il n'y avait plus lieu de pousser plus avant les efforts de recouvrement du solde résiduel de 30,1 millions de dollars, de sorte que le sort à réserver à ce montant est une question qui devra être examinée plus avant en 2008.

12. Comme mentionné au paragraphe 8 ci-dessus, le Conseil d'administration a établi le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement à la fin de 2005. Le Programme est devenu opérationnel en 2006 et est financé au moyen de contributions volontaires des gouvernements participants. Pendant l'exercice 2006-2007, la première période d'activité complète du Programme, les dépenses se sont chiffrées au total à 0,9 million de dollars, montant compris dans le résumé des dépenses de la Commission donné ci-dessus.

13. Depuis l'exercice biennal 2006-2007, la Commission fait figurer dans son état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds les engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, soit 4,4 millions de dollars, les jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires, soit 0,2 million de dollars, les indemnités de rapatriement, soit 0,7 million de dollars, et les indemnités dues à la cessation de service, d'un montant de 0,7 million de dollars, ce qui a réduit le montant de ses réserves et des soldes des fonds de 6,0 millions de dollars, dont 0,3 million de dollars au titre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement.

## **Annexe**

### **Renseignements complémentaires**

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que le Secrétaire général est tenu de faire figurer dans son rapport financier.

### **Passation de pertes de numéraire et de sommes à recevoir par profits et pertes**

2. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, aucune perte de numéraire ni de sommes à recevoir n'a été passée par profits et pertes en application de la règle de gestion financière 106.8.

### **Passation de pertes de biens par profits et pertes**

3. Conformément à la règle de gestion financière 106.9, des pertes de biens d'une valeur de 398 739 dollars ont été passées par profits et pertes pendant l'exercice biennal 2006-2007. Ce montant a été calculé sur la base du coût d'acquisition des biens en question et comprend les passations par profits et pertes imputables aux manques, vols, dommages et accidents. Ces écritures portent le solde comptabilisé des biens existants au même niveau que ceux qui sont indiqués dans l'état des stocks effectifs. Un état récapitulatif indiquant la valeur des stocks de biens durables ainsi que des passations par pertes et profits a été communiqué au Conseil d'administration conformément à la règle de gestion financière 106.9.

### **Versements à titre gracieux**

4. Il n'y a pas eu de versements à titre gracieux pendant l'exercice biennal 2006-2007.

## Chapitre II

### Rapport du Comité des Commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Le Comité des Commissaires aux comptes a vérifié les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. Les vérifications ont revêtu la forme d'un examen des opérations financières et des activités du siège de la Commission, à Genève.

Le Comité a émis une opinion nuancée, particulièrement en ce qui concerne la question des états financiers de la période considérée, comme indiqué au Chapitre III.

#### *Suite donnée aux recommandations précédentes*

Au 31 mars 2008, 10 (77%) des 13 recommandations formulées dans le rapport d'audit pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 avaient été appliquées et 3 (23%) étaient en cours d'application.

#### *Aperçu de la situation financière*

Pour la période considérée, le total des recettes s'est monté à 3,450 milliards de dollars, contre 2,119 milliards de dollars pour l'exercice biennal précédent, soit une progression de 63%. Les dépenses totales ont représenté 3,511 milliards de dollars, contre 2,134 milliards de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 65%, ce qui s'est traduit par un déficit des recettes sur les dépenses de 61,343 millions de dollars, contre un déficit de 15,291 millions de dollars pour l'exercice biennal précédent. L'excédent net, après ajustements de 74,892 millions de dollars au titre de l'exercice précédent et déduction des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, s'est chiffré à 11,967 millions de dollars. Les indemnités versées ont représenté 3,497 milliards des 3,511 milliards de dollars de dépenses totales, et les dépenses administratives se sont montées à 14 millions de dollars, contre 65 millions de dollars pour l'exercice biennal précédent.

#### *Certificats de vérification comptable*

Dans son rapport précédent (S/2006/674), le Comité a recommandé que la Commission d'indemnisation se mette en rapport avec les pays qui n'avaient pas remis de certificats de vérification comptable afin d'obtenir l'assurance que toutes les indemnités versées avaient bien été reçues par les requérants.

La Commission d'indemnisation a écrit aux gouvernements et aux organisations internationales pour leur demander de fournir les certificats pertinents, au 5 juin 2008, les certificats de vérification comptable reçus représentaient 99,5% de la valeur des certificats qui auraient dû être remis le 31 mars 2005 au plus tard, 98,3% des certificats devant être présentés le 31 mars 2006, 95,5% des certificats attendus le 31 mars 2007 au plus tard et 88,9% des certificats de vérification comptable qui auraient dû être reçus le 31 mars 2008.

#### *Cas de double indemnisation*

La Commission a entrepris des démarches pour recouvrer les indemnités versées deux fois. Il est probable qu'un montant de 28,9 millions de dollars ne pourra pas être recouvré. Cependant, il n'a pas été constitué de provision pour non-recouvrement dans les états financiers.



*Engagements non réglés*

Au 31 décembre 2007, les engagements non réglés se montaient à 92,214 millions de dollars, soit 2,6% des dépenses totales. Les charges comptabilisées d'avance concernant les paiements afférents à des projets régionaux réalisés dans un pays seulement se chiffraient à 90,6 millions de dollars, soit 98% du montant total des engagements non réglés.

*Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service*

Comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/264, le Comité a confirmé le montant des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service reflétés dans les états financiers, en se fondant sur l'évaluation actuarielle externe et ses propres méthodes de vérification. Au 31 décembre 2007, les engagements dus au titre de l'assurance maladie après la cessation de service se montaient au total à 4,4 millions de dollars, et les engagements afférents aux jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires et aux indemnités de rapatriement représentaient 1,6 million de dollars. Étant donné le niveau élevé des réserves et des soldes des fonds, l'imputation de ces engagements au bilan n'a pas d'impact significatif sur la situation financière de la Commission d'indemnisation.

*Stratégie d'achèvement*

À sa cinquante-huitième session, tenue en décembre 2005, le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation a décidé d'achever sa mission avec un secrétariat résiduel à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007. Pour ce qui est de l'avenir, les deux principaux aspects liés à des étapes de l'existence de la Commission ont été la date de clôture de la Section des paiements et le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. Le Comité passera en revue le processus d'achèvement lors de son prochain cycle de vérification, lorsque les faits et les informations disponibles seront plus complets.

**Recommandations**

Le Comité a formulé plusieurs recommandations sur la base de ses vérifications. Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 6 du présent rapport.

## A. Introduction

### 1. Mandat, portée des vérifications et méthodologie

1. Le Comité des Commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et examiné la gestion de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII et à l'annexe du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que les contrôles effectués par le Comité soient organisés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude importante.

2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière de la Commission d'indemnisation au 31 décembre 2007 ainsi que les résultats de ses activités pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il a comporté en outre une évaluation de la question de savoir si les dépenses comptabilisées dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière. Le contrôle a également comporté un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne et des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour formuler une opinion sur les états financiers.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens en application de l'article 7.5 du Règlement financier, qui stipule que le Comité doit formuler des observations en ce qui concerne l'efficacité des procédures financières, le système comptable, les contrôles financiers internes de la Commission d'indemnisation et, d'une façon générale, l'administration et la gestion de ses activités. L'Assemblée générale a également demandé au Comité des Commissaires aux comptes de suivre l'application de ses recommandations précédentes et de faire rapport à ce sujet. Ces questions font l'objet des paragraphes 16 à 19 ci-après.

4. Le Comité a périodiquement fait part à l'Administration des résultats de ses différents contrôles dans des lettres d'observations détaillant ses conclusions et recommandations. Cette pratique a permis des échanges suivis avec le Secrétariat. À ce propos, une lettre d'observations a été adressée à l'Administration à propos de la période considérée.

5. Le présent rapport aborde des questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention du Conseil de sécurité. Les observations et conclusions du Comité ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, dont les vues sont présentées autant que possible dans le rapport.

### 2. Principales recommandations

6. Les recommandations du Comité sont que la Commission d'indemnisation

a) continue de chercher à obtenir les présentations des certificats de vérification comptable qui n'ont pas encore été reçus (par. 33);

b) constitue une provision pour couvrir le risque de non-recouvrement des indemnités payées deux fois (par. 40);

c) revoie les postes reflétés dans l'état des flux de trésorerie afin d'y inclure sa part de la trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies (par. 47); et

d) tient une liste complète et à jour des biens durables, par localité, et la rapproche avec un inventaire physique (par. 57).

## B. Rappel

7. Par sa résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité a créé la Commission d'indemnisation en lui donnant pour mission d'examiner et de régler les réclamations et de gérer le Fonds d'indemnisation constitué pour indemniser les requérants au moyen du produit des ventes de pétrole iraquien. Pendant la phase de dépouillement des réclamations, qui s'est achevée en juin 2005, la Commission avait trois composantes: le Conseil d'administration, les comités de commissaires et le secrétariat. Le Conseil d'administration (composé de représentants des États Membres à Genève) est chargé de définir les règles de fonctionnement du Fonds d'indemnisation, les procédures de règlement des réclamations et de statuer sur les indemnisations. Des comités de commissaires (ayant le statut d'"expert en mission") appliquent les procédures et recommandent les indemnisations au Conseil. Enfin, le secrétariat a fourni un appui aux comités de commissaires pendant qu'ils accomplissaient leur travail et continue d'assurer le service du Conseil.

8. Composé des représentants des membres en exercice du Conseil de sécurité, le Conseil d'administration rend directement compte de ses activités à cet organe après chaque session. Il a adopté en 1992 des règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, au terme desquelles "les montants recommandés par les comités de commissaires doivent être approuvés par le Conseil d'administration, lequel peut les réviser et les augmenter ou les réduire s'il juge que les circonstances l'exigent" (art. 40.1 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/1992/10)).

9. Les membres des comités avaient le statut d'"expert en mission" tel que défini par le Règlement de l'ONU qui leur est applicable. Ils étaient choisis pour leurs qualifications professionnelles, leur expérience et leur intégrité, sur la base d'une représentation géographique équitable. Conformément à l'article 18 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, le Secrétaire général a prié les États Membres de l'ONU de soumettre des listes de leurs candidats les plus qualifiés et de renommée internationale. Le Secrétaire général a ensuite proposé des candidats à l'approbation du Conseil d'administration sur la base des recommandations du Secrétaire exécutif de la Commission. Les membres du Conseil d'administration pouvaient faire appel à leurs propres experts nationaux pour examiner les rapports des comités de commissaires et poser des questions à ce sujet.

10. Au 29 avril 2008, comme indiqué au tableau II.1 ci-dessous, la Commission d'indemnisation avait statué sur les 2 686 131 réclamations présentées depuis sa création. Elle avait accordé 52,4 milliards de dollars d'indemnisations. Une centaine d'États avaient introduit toutes les réclamations soumises pour le compte de personnes physiques (nationaux) ou morales (entreprises) relevant de leur juridiction ou pour leur propre compte. Ces chiffres n'ont guère changé

depuis le 1<sup>er</sup> mai 2006 en raison des délais fixés pour le dépôt des différentes catégories de réclamations (1<sup>er</sup> janvier 1995 pour les réclamations de catégorie "A", "B", "C" et "D", et 1<sup>er</sup> janvier 1996 pour les réclamations des catégories "E" et "F", à l'exception des réclamations concernant les dommages environnementaux de catégorie "F", qui doivent être déposées le 1<sup>er</sup> février 1997 au plus tard). La Commission d'indemnisation n'a par conséquent reçu aucune autre réclamation et a cessé son travail de dépouillement.

Tableau II.1

**Réclamations ayant donné lieu à l'octroi d'une indemnité au 29 April 2008**

(Milliers de dollars É.-U.)

<i>Catégorie<sup>a</sup></i>	<i>Nombre de réclamations réglées</i>	<i>Indemnités demandées dans les réclamations réglées</i>	<i>Nombre de réclamations réglées ayant donné lieu à une indemnisation</i>	<i>Indemnités accordées</i>	<i>Pourcentage de l'indemnité par rapport au montant réclamé</i>	<i>Montant net de l'indemnité versée</i>	<i>Solde à verser</i>
A	923 158	3 455 092	852 499	3 149 692	91,16	3 194 469	(44 777) <sup>b</sup>
B	5 734	20 100	3 935	13 435	66,84	13 447	(12) <sup>b</sup>
C	1 736 288	11 503 877	672 452	5 185 716	45,08	5 201 358	(15 641) <sup>b</sup>
D	13 864	16 539 501	10 343	3 348 902	20,25	3 351 370	(2 467) <sup>b</sup>
E1	105	44 740 422	67	21 522 047	48,1	1 322 922	20 199 125
E2	2 445	13 661 076	954	916 054	6,71	911 143	4 911
E3	398	8 538 543	159	402 562	4,71	402 603	(41)
E4	3 623	11 796 336	2 868	3 456 889	29,3	3 446 936	9 953
E/F	123	6 148 493	57	311 282	5,06	311 282	0
F1	100	18 902 591	70	291 171	1,54	281 623	9 548
F2	63	18 417 163	46	264 422	1,44	264 422	0
F3	62	113 905 394	60	8 259 433	7,25	4 215 262	4 044 170
F4	168	84 904 244	109	5 261 746	6,2	1 432 984	3 828 762
<b>Total</b>	<b>2 686 131</b>	<b>352 532 838</b>	<b>1 543 619</b>	<b>52 383 356</b>	<b>14,86</b>	<b>24 349 826</b>	<b>28 033 529</b>

Source: Site web de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

- <sup>a</sup> A Particuliers: Programme terminé en 1996; il s'agit des réclamations de bédouins et des réclamations palestiniennes tardives.  
 B Particuliers ayant subi un préjudice corporel grave ou dont le conjoint, un enfant ou un ascendant au premier degré est mort à la suite de l'invasion et de l'occupation du Koweït. Programme terminé en 1994.  
 C Demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars chacune. Programme ordinaire terminé en 1999; en 2002-2003: programme de réclamations palestiniennes tardives et programme pour les bédouins.  
 D Demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars chacune. Indemnités accordées pendant l'exercice biennal.  
 E Sociétés, autres personnes morales de droit privé et entreprises publiques. Indemnités accordées pendant l'exercice biennal.  
 E/F Mixtes.  
 F Gouvernements et organisations internationales. Indemnités accordées pendant l'exercice biennal.

- <sup>b</sup> Montant devant être restitué par les gouvernements requérants à la suite de l'ajustement des indemnités.

11. La Commission approuve les indemnités sans tenir compte des ressources dont elle dispose. Si une indemnité est approuvée, elle est due, même si son versement ou si le décaissement des fonds peuvent être retardés. Les états financiers n'indiquent que les indemnités versées ou les engagements qui peuvent être couverts par le Fonds d'indemnisation.

12. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, la Commission d'indemnisation a versé 3,497 milliards de dollars aux gouvernements des requérants concernés et à d'autres agents payeurs, ce qui représente une hausse sensible par rapport à l'exercice précédent mais un chiffre approximativement égal à celui de 2002-2003, comme le montre la ligne 1 du tableau II.2.

Tableau II.2

**Indemnités accordées et versées, par exercice biennal**

(Millions de dollars É.-U.)

	1996-1997	1998-1999	2000-2001	2002-2003	2004-2005	2006-2007
1. Indemnités réglées	713	5 414	9 532	3 656	2 069	3 497
2. Indemnités accordées, non encore réglées ou inscrites au passif	5 341	8 499	21 281	30 118	32 521	28 950

Source: Commission d'indemnisation des Nations Unies.

13. Comme indiqué dans la note 3 des états financiers, les indemnités accordées mais non encore réglées ou inscrites au passif se montaient à 28,950 milliards de dollars au 31 décembre 2007, leur versement devant être effectuée lorsqu'auraient été reçus des fonds provenant des recettes pétrolières conformément à la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité. Dans son rapport au Conseil de sécurité concernant la création de la Commission d'indemnisation, le Secrétaire général a souligné qu'il était à prévoir qu'à tout moment la valeur des réclamations approuvées par la Commission dépasserait largement les ressources du Fonds d'indemnisation (S/22559, par. 28).

14. Conformément à la recommandation formulée par le Comité des Commissaires aux comptes dans son rapport (A/57/5 (vol. I), chap. II, par. 46), la Commission d'indemnisation a informé les requérants (gouvernements et autres agents payeurs) que les versements seraient effectués dans la limite des fonds disponibles, aussi longtemps que la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité serait en vigueur et que c'était l'Iraq, et non pas l'Organisation des Nations Unies, qui était responsable.

15. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, la Commission d'indemnisation a été ramenée au rang de secrétariat résiduel, conformément à la décision adoptée par le Conseil d'administration à sa cinquante-huitième session, en décembre 2005. Le secrétariat de la Commission a encore été réduit en avril 2008 et ses effectifs ne sont plus que de neuf personnes.

## C. Constatations et recommandations détaillées

### 1. Suite donnée aux recommandations précédentes

16. Le Comité a passé en revue les mesures adoptées par la Commission d'indemnisation pour mettre en œuvre les recommandations formulées dans son rapport pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005.

17. Sur les 13 recommandations formulées, 10 (77%) avaient été pleinement appliquées et 3 (23%) l'avaient été en partie. Ces recommandations sont reproduites dans l'annexe au présent chapitre. Les trois recommandations en cours d'application concernaient le rapprochement de la liste des biens durables et de leur inventaire physique et le remboursement des indemnités payées deux fois.

18. Le Comité a analysé les raisons des retards intervenus dans la mise en œuvre de celles de ses recommandations précédentes qui n'avaient pas été pleinement appliquées, comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratifs et budgétaires. L'annexe susmentionnée indique l'exercice au cours duquel les recommandations en question ont été formulées pour la première fois.

19. Les trois recommandations qui n'avaient pas encore été pleinement appliquées concernaient l'exercice biennal 2004-2005.

## 2. Aperçu de la situation financière

### *Principaux indicateurs financiers*

Table II.3

#### **Ratios des principaux indicateurs financiers**

Ratio	<i>Exercice clos le 31 décembre</i>		<i>Composante du ratio de 2007<sup>a</sup></i>
	<i>2004 -2005</i>	<i>2006 - 2007</i>	
Liquidités/actif total <sup>a</sup>	0,98	0,86	415,97/479,89
Liquidités/passif <sup>b</sup>	15,36	3,51	415,97/118,38
Engagements non réglés/passif total <sup>c</sup>	0,53	0,78	92,21/118,38

<sup>a</sup> Un indicateur élevé dénote une situation financière saine.

<sup>b</sup> Un indicateur peu élevé signifie que les liquidités sont insuffisantes pour régler les dettes.

<sup>c</sup> Un indicateur peu élevé est positif et signifie que les engagements sont progressivement réglés.

Source: Commission d'indemnisation des Nations Unies.

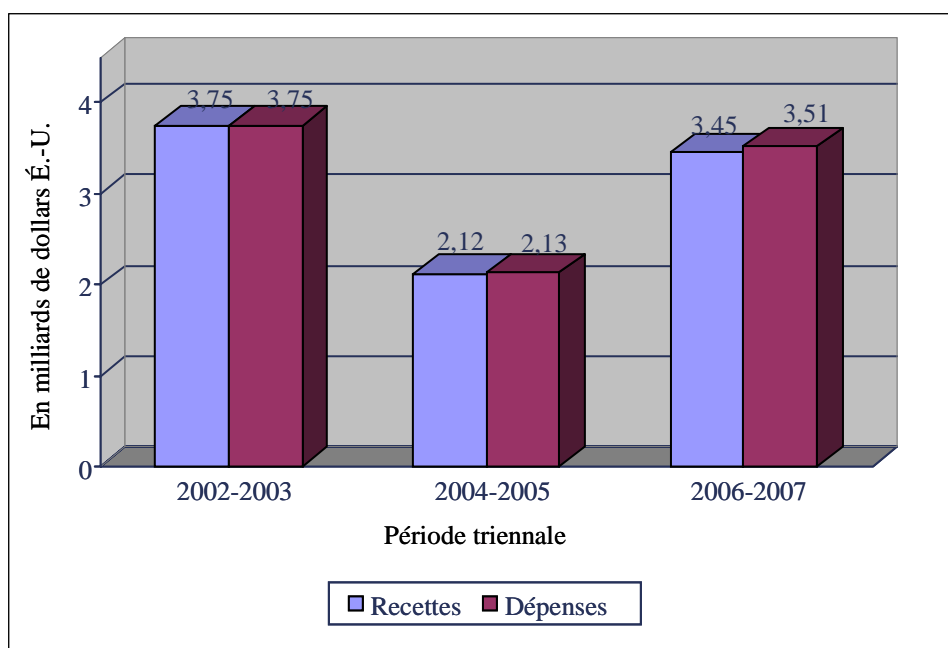
20. Il ressort du ratio liquidités/actif figurant au tableau II.3 qu'en 2007, 86% de l'actif de la Commission d'indemnisation était composé de liquidités, contre 98% en 2005. Ce chiffre est logique si l'on considère la nature de la Commission d'indemnisation, dont le but essentiel est d'accorder des indemnités. Si l'indicateur encaisse/passif a beaucoup baissé pour tomber de 15,36 en 2005 à 3,51 en 2007, il n'en demeure pas moins relativement élevé et confirme que la Commission d'indemnisation demeure capable de s'acquitter des engagements assumés, comme décidé par le Conseil de sécurité. Le ratio entre les engagements non réglés et le passif total a légèrement augmenté pour passer de 0,53 en 2005 à 0,78 en 2007. Cette augmentation est imputable pour l'essentiel au fait qu'un seul pays a beaucoup tardé à produire les documents nécessaires pour procéder au versement de l'indemnité accordée dans le cadre du Fonds pour les projets relatifs à l'environnement.

### 3. État des recettes et des dépenses

21. Pour la période considérée, les recettes se sont montées au total à 3,450 milliards de dollars et les dépenses à 3,511 milliards de dollars, ce qui s'est traduit par un déficit de 61,3 millions de dollars et un excédent de 11,9 millions de dollars après ajustements au titre des exercices précédents. Les indemnisations versées ont représenté 3,497 milliards des 3,511 milliards de dollars de dépenses totales, et les dépenses administratives se sont montées à 14 millions de dollars, contre 65 millions de dollars pour l'exercice biennal précédent. L'on trouvera au tableau II.4 une comparaison des recettes et des dépenses pour les exercices 2002/03, 2004/05 et 2006/07.

Table II.4

#### Comparaison des recettes et des dépenses



Source: Commission d'indemnisation des Nations Unies.

22. L'augmentation des dépenses – de 1,377 milliard de dollars ou 64,5% – a été imputable exclusivement au versement des indemnités accordées. Les recettes se sont accrues de 1,311 milliard de dollars, soit 63%.

#### *Recettes non déposées au Fonds de développement pour l'Iraq*

23. Avant l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1483 (2003), les recettes provenant des ventes de pétrole autorisées par le Conseil dans sa résolution 986 (1995) étaient déposées dans un compte séquestre. Par sa résolution 1483 (2003), le Conseil a créé le Fonds de développement pour l'Iraq et disposé qu'il serait détenu par la Banque centrale d'Iraq et audité par des experts-comptables indépendants approuvés par le Conseil international consultatif et de contrôle du Fonds. Il a décidé que 5% du produits des ventes de pétrole seraient versés au Fonds d'indemnisation et "qu'à moins qu'un gouvernement iraquien représentatif, reconnu par la communauté internationale

et le Conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des Nations Unies, exerçant son autorité sur les moyens de s'assurer que les montants requis sont versés au Fonds d'indemnisation, n'en décident autrement, cette condition aura[it] force obligatoire à l'égard de tout gouvernement iraquien représentatif".

24. Conformément à l'arrêté No. 2 (CPA/REG/10 du 2 juin 2003) de l'Autorité provisoire de la coalition, la Federal Reserve Bank of New York a ouvert un compte au nom du Fonds sous l'intitulé "Central Bank of Iraq/Development Fund for Iraq". En application de cet arrêté et de la résolution 1483 (2003), la banque a reçu pour instruction d'ouvrir un compte intitulé "Oil Proceeds Receipts Account" (le compte "recettes pétrolières"), destiné à recevoir dans un premier temps toutes les recettes provenant des exportations de pétrole iraquien, et de virer immédiatement 95% de ces recettes au compte "Central Bank of Iraq/Development Fund for Iraq" et les 5% restants au compte approprié du Fonds d'indemnisation des Nations Unies.

25. La Commission d'indemnisation a indiqué dans la note 3 d) afférente à ses états financiers "que les rapports de vérification comptable avaient révélé des lacunes dans les contrôles internes qui rendaient impossible l'évaluation du manque à gagner résultant de l'absence d'un système pleinement opérationnel de mesure de la production et de la persistance d'actes de sabotage des oléoducs". Le commissaire aux comptes a également signalé que les recettes pétrolières n'étaient pas toutes virées au compte "Recettes pétrolières" étant donné que certaines transactions avaient été effectuées en espèces ou sur la base d'accords de troc. La conclusion figurant dans la note 3 d) est que "si toutes ces transactions avaient été enregistrées dans le compte du Fonds de développement pour l'Iraq, la part du Fonds d'indemnisation dans les recettes qu'elles ont générées du 22 mai 2003 au 30 juin 2007 aurait été de 116,4 millions de dollars".

26. Le Comité a relevé que le versement initial au compte "recettes pétrolières" des recettes provenant de la vente du pétrole iraquien était une question qui échappait à la volonté de la Commission d'indemnisation et que, par conséquent, le manque estimatif ne pouvait pas être reflété dans les comptes de la Commission.

#### *Versement des indemnités accordées*

27. Les versements effectués au titre des indemnités accordées se sont accrus de 70% par rapport à 2005. La Commission a expliqué que cette hausse était due à l'augmentation des fonds disponibles pour le versement des indemnités accordées, ce qui lui avait permis de relever le plafond des versements. En 2004, conformément à la décision 227 du Conseil d'administration, les versements effectués à des requérants dont les réclamations avaient été acceptées ne pouvaient pas dépasser un maximum 200 millions de dollars tous les trois mois. En 2006, cette limite a été supprimée. Dans sa décision 253 de septembre 2005, le Conseil d'administration avait décidé que le solde total du Fonds d'indemnisation, à l'exclusion des montants alloués au budget administratif ou à la réserve opérationnelle de la Commission, serait disponible pour le versement d'indemnités.

28. La Commission a également informé le Comité que les paiements effectués depuis 2006 étaient conformes à la décision 256 du Conseil d'administration, qui stipulait que la priorité devrait être accordée au versement d'indemnités d'un montant inférieur à 500 millions de dollars et aux indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. Cette décision prévoyait en outre que les fonds disponibles devaient être utilisés pour verser toutes les indemnités accordées jusqu'à ce que les ressources du Fonds d'indemnisation aient été épuisées.



*Certificats de vérification comptable*

29. À sa quarante-neuvième session, tenue le 18 septembre 2003, le Conseil d'administration a décidé que des certificats de vérification comptable devraient désormais être présentés pour tous les versements effectués après ladite date. Ces certificats devraient être établis par les responsables de la vérification des finances publiques des États Membres intéressés.

30. Au paragraphe 90 de son rapport précédent, le Comité a recommandé que la Commission se mette en contact avec les pays qui n'avaient pas présenté les certificats de vérification comptable requis pour obtenir l'assurance que toutes les indemnités versées étaient dûment parvenues à leurs bénéficiaires.

31. La vérification a fait apparaître que la Commission avait écrit aux gouvernements et aux organisations internationales qui n'avaient pas encore présenté les certificats de vérification comptable requis pour les inviter à le faire.

32. Pour ce qui est de la mesure dans laquelle les certificats voulus étaient effectivement présentés, le Comité a noté qu'au 5 juin 2008, les certificats de vérification comptable reçus représentaient 99,5% de la valeur des certificats qui auraient dû être remis le 31 mars 2005 au plus tard, 98,3% des certificats devant être présentés le 31 mars 2006, 95,5% des certificats attendus le 31 mars 2007 au plus tard et 88,9% des certificats de vérification comptable qui auraient dû être reçus le 31 mars 2008.

33. Le Comité recommande que la Commission d'indemnisation poursuive ses démarches pour obtenir que les certificats de vérification comptable restants lui soient communiqués.

#### **4. État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

*Encours des comptes débiteurs et indemnités payées deux fois*

34. L'encours des comptes débiteurs a considérablement augmenté et est passé de 5,5 millions de dollars en 2005 à 63,8 millions de dollars en 2007. La note e) afférente à l'état financier II explique que cette augmentation est due à la comptabilisation de 46,5 millions de dollars d'indemnités payées deux fois qui n'étaient pas reflétées dans les comptes de 2005.

35. Dans son rapport pour l'exercice biennal 2004-2005, le Comité avait recommandé "que la Commission d'indemnisation obtienne le remboursement des indemnités payées deux fois" (par. 98).

36. L'alinéa c) de la note 3 des états financiers expose en détail les mesures adoptées en ce qui concerne les paiements en double. La Commission d'indemnisation a également produit un document indiquant les montants recouvrés à la suite de l'envoi de notes verbales aux gouvernements intéressés ou de la retenue du montant payé en double sur les indemnités à verser.

37. Au 31 décembre 2007, il ressort de la rubrique "Ajustements au titre d'exercices précédents" de l'état financier I que les surindemnisations enregistrées ont été de 74,9 millions de dollars.

38. Ces surpaiements de 74,9 millions de dollars ont été ramenés à 46,5 millions de dollars grâce aux mesures arrêtées par le Conseil d'administration pour en obtenir le remboursement. Tel est le montant qui apparaît dans l'état financier II sous la rubrique des comptes débiteurs. Sur ce chiffre, 16,3 millions de dollars doivent être recouvrés par le biais d'une retenue sur les futurs versements d'indemnités. Il restera donc en théorie à recouvrer un

surpaiement de 30,1 millions de dollars, sur lequel différents États Membres ont été considérés comme devant rembourser 1,2 million de dollars au titre de paiements en double "identifiés" (soixante et unième session du Conseil d'administration, tenue le 31 octobre et les 2 et 3 novembre 2006).

39. Cette analyse révèle que sur les 46,5 millions de dollars de "comptes débiteurs" qui apparaissent au bilan, 28,9 millions de dollars risquent fort de ne pas pouvoir être recouvrés. Comme il n'a pas été constitué de provision équivalente, l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds figurant dans les états financiers se trouve gonflé de 28,9 millions de dollars. Il y a lieu de noter que s'il avait été constitué une provision correspondant à l'intégralité de ce montant, la Commission aurait enregistré une perte nette de 16,9 millions de dollars pour l'exercice biennal plutôt qu'un excédent net de 11,9 millions de dollars.

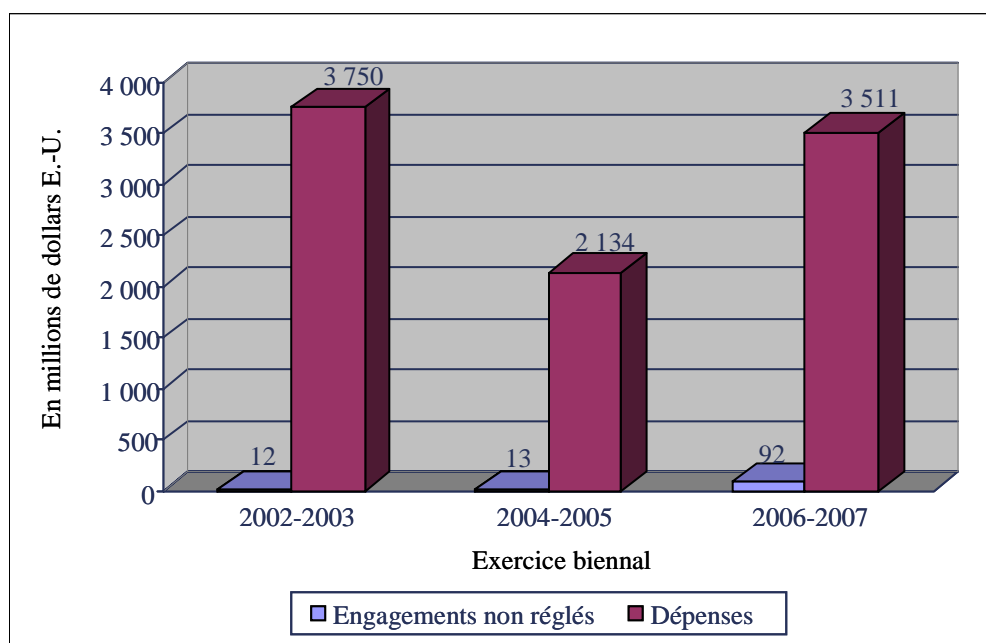
40. Le Comité recommande que la Commission constitue une provision pour couvrir le risque de non-recouvrement de paiements effectués en double.

#### *Engagements non réglés*

41. Au 31 décembre 2007, les engagements non réglés se montaient à 92,214 millions de dollars, soit 2,6% des dépenses totales et 78,689 millions de dollars de plus qu'en 2005. Le tableau II.5 illustre les engagements non réglés par rapport aux dépenses totales pour les exercices 2002/03, 2004/05 et 2006/07.

Table II.5

#### **Engagements non réglés en comparaison des dépenses totales**



Source: Commission d'indemnisation des Nations Unies.

42. Après avoir beaucoup baissé pendant l'exercice biennal 2004-2005, les dépenses de la Commission ont à nouveau augmenté pendant l'exercice biennal 2006-2007 pour atteindre des niveaux comparables à ceux de l'exercice biennal

2002-2003, soit une légère augmentation de 4,1% entre 2005 et 2007. L'augmentation des engagements non réglés a été imputable principalement aux indemnités à verser, qui ont représenté 91 531 122 dollars ou 99% du total des engagements non réglés.

43. Lorsqu'il a passé en revue les engagements non réglés, le Comité a constaté qu'au 31 décembre 2007, il ne restait aucune indemnité à verser au titre de l'exercice précédent. Ces indemnités représentaient 91% des engagements non réglés au 31 décembre 2005. Les derniers versements ont été effectués en novembre 2006. Le Comité a analysé un échantillon de sept dossiers de réclamations représentant 98% du total des engagements non réglés et a constaté que, pour l'essentiel, il s'agissait de versements dus au titre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. La supervision de ces projets a fait l'objet de mesures arrêtées par le Conseil dans sa décision 258, qui a créé le Programme. Cette décision prévoit que 15% des indemnités allouées au titre du Programme doivent être retenus sur les derniers versements dus à chaque gouvernement et ne doivent être versés que lorsque les projets relatifs à l'environnement dont il s'agit ont été menés à bien. Lorsque des projets de longue durée sont exécutés par étapes, il peut être retenu des pourcentages plus élevés qui peuvent être débloqués en proportion de l'exécution de chaque étape. Cette décision prévoit également que des plans échelonnés d'exécution doivent être présentés dans le cas des projets de longue durée ayant donné lieu à des indemnités d'un montant supérieur à 500 millions de dollars.

44. Jusqu'à présent, un seul pays a fait l'objet de retenues conformément à la décision 258 en attendant que des programmes d'exécution aient été présentés. Les montants retenus pour ce pays seulement représentent 90,6 millions de dollars, soit 98% du montant total des engagements courants non réglés.

## **5. État des flux de trésorerie**

45. À la clôture de l'exercice biennal considéré, le solde du compte des liquidités et des dépôts à terme de la Commission était de 30,2 millions de dollars. En outre, comme indiqué dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2007 (état II), le solde de la trésorerie commune de la Commission s'établissait à 382,7 millions de dollars, chiffre qui se décomposait comme suit: a) liquidités et dépôts à terme, 135,7 millions de dollars; b) placements à court terme, 76,2 millions de dollars; c) placements à long terme, 168,5 millions de dollars; et d) intérêts échus à recevoir, 2,3 millions de dollars.

46. Dans l'état des flux de trésorerie de la Commission pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 (état III), la part revenant à la Commission de la trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies n'a pas été prise en considération pour le calcul des soldes des liquidités en fin d'exercice. Le Comité est d'avis qu'il aurait été mieux approprié de refléter la part de la Commission dans l'état des flux de trésorerie, conformément au paragraphe 5 iii) des normes comptables du système des Nations Unies, qui stipule que "les états financiers doivent divulguer toutes les informations importantes qui sont nécessaires pour qu'ils soient clairs et compréhensibles".

47. Le Comité recommande que la Commission revoie les postes reflétés dans l'état des flux de trésorerie afin d'y inclure sa part de la trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies.

## 6. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et de l'assurance maladie après la cessation de service

48. Les engagements échus représentent la valeur actuelle des prestations (à l'exclusion des cotisations pour les fonctionnaires à la retraite) auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies entre la date de leur recrutement et la date de l'évaluation actuarielle. Ils comprennent également les prestations liées au statut de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, notamment les sommes dues en compensation des jours de congé annuel accumulés (jusqu'à concurrence de 60 jours au maximum) et les indemnités de rapatriement dues à la cessation de service.

49. Au 31 décembre 2007, la Commission avait introduit dans ses états financiers pour l'exercice biennal 2006-2007 un nouveau poste intitulé "Engagements cumulés au titre des prestations dues à la cessation de service et après la retraite", dont le montant était estimé à cette date à 6 millions de dollars au total. Comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/264, le Conseil a validé les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service reflétée dans les états financiers en faisant fond sur l'évaluation actuarielle externe au 31 décembre et ses propres méthodes de calcul.

50. À la suite de l'évaluation actuarielle, les engagements cumulés au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ont été estimés à un montant net de 4,4 millions de dollars au 31 décembre 2007. L'estimation des engagements correspondant aux jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires, aux indemnités de rapatriement et aux dépenses connexes a été réalisée par la Commission sur la base des informations disponibles dans la base de données IMIS et des données courantes. Ces chiffres sont indiqués plus en détail au tableau II.6.

Tableau II.6

### Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service (en dollars É.-U.)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Jours de congé accumulés par les fonctionnaires</i>	<i>Indemnité de rapatriement</i>	<i>Indemnité de licenciement</i>	<i>Total</i>
Commission d'indemnisation	4 171 000	230 268	603 658	689 982	5 694 908
Programme pour les projets relatifs à l'environnement	268 000	5 256	59 514	--	332 770
<b>Total</b>	<b>4 439 000</b>	<b>235 524</b>	<b>663 172</b>	<b>689 982</b>	<b>6 027 678</b>

Source: État financier II de l'exercice biennal 2006-2007.

51. La différence entre les chiffres de 2005 et de 2007 était imputable, entre autres, à l'augmentation du nombre d'agents pouvant être affiliés au plan d'assurance maladie après la cessation de service. Pour l'évaluation de 2005, cinq anciens fonctionnaires de la Commission à la retraite participaient à ce plan d'assurance maladie et l'on prévoyait qu'il y aurait peut-être dix autres fonctionnaires en service actif qui, le moment venu, seraient en droit d'être affiliés à ce plan d'assurance. L'évaluation pour 2005, par conséquent, était fondée sur un effectif total de 15 fonctionnaires et leurs familles. Pour l'évaluation de 2007, ces chiffres étaient de 12 fonctionnaires à la retraite et de 7 fonctionnaires en service actif.

## **7. Progrès accomplis sur la voie de l'application des Normes comptables internationales du secteur public**

52. Conformément à la résolution 61/233 de l'Assemblée générale et comme suite aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/61/350), le Conseil a décidé de procéder à une analyse de l'état d'avancement de l'application des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) par les différents organismes des Nations Unies.

53. Avec un secrétariat résiduel de neuf fonctionnaires, dont deux affectés au versement des indemnités, ainsi que pour différentes raisons de caractère budgétaire et financier, la Commission n'a pas eu les moyens de prendre une part active aux groupes de travail chargés de faciliter l'introduction des normes IPSAS. De plus, la Commission est une institution éphémère. Elle suivra les instructions du Siège. La Commission ne s'est donc pas préparée à appliquer les normes IPSAS.

54. Pour la Commission, en voie de cesser ses activités, réfléchir à la recherche d'un nouveau système de planification des ressources dans le contexte de l'application des normes IPSAS n'a guère de sens. L'engagement du dernier informaticien a pris fin le 31 mars 2008 et la base de données concernant les réclamations a été close en septembre 2007.

## **8. Biens durables**

55. Les principales constatations concernant la gestion des biens durables sont les suivantes:

a) Il n'a pas été donné suite aux recommandations antérieures selon lesquelles l'Office des Nations Unies à Genève et la Commission devraient faire établir la liste complète des biens durables attribués à chaque bureau;

b) Il n'a pas été exercé un contrôle suffisant sur la gestion des biens durables depuis le départ, en juillet 2007, de la personne qui en était responsable; et

c) Du matériel informatique et du mobilier inutilisés encombrant les bureaux de la Commission et compliquent l'établissement de la liste du matériel.

56. À ce propos, une liste du matériel inutilisé actuellement entreposé dans le bâtiment de la "La Dépendance" et du mobilier inutilisé qui se trouve dans la villa "La Pelouse", devrait être communiquée aux services d'appui de l'Office des Nations Unies à Genève pour qu'ils soient biffés de l'inventaire de la Commission, avec l'approbation du Comité de contrôle du matériel.

57. Le Comité recommande à nouveau que la Commission d'indemnisation fasse établir une liste complète et à jour des biens durables attribués à chaque bureau et la rapproche de l'inventaire physique.

58. La Commission a répondu que le nécessaire était fait avec l'Office des Nations Unies à Genève. L'application de cette recommandation est par conséquent en cours.

## **9. Stratégie d'achèvement**

59. Au paragraphe 184 de son rapport de 2004 (voir S/2004/789) et au paragraphe 119 de son rapport de 2006 (voir S/2006/674), le Comité a recommandé qu'une décision soit prise sans tarder au sujet de la stratégie, des étapes, des délais et des modalités de la cessation d'activités de la Commission

d'indemnisation. À la cinquante-huitième session du Conseil d'administration, tenue du 6 au 8 décembre 2005, le groupe de travail chargé de l'examen du point 11 de l'ordre du jour a analysé les trois options présentées par le secrétariat. Il a conseillé au Conseil d'adopter l'option selon laquelle la Commission serait maintenue avec des ressources humaines réduites pour achever le versement de toutes les indemnités accordées et mener à bien certaines activités résiduelles tout en assurant le secrétariat du Conseil d'administration.

60. Le Comité a relevé que la proposition du groupe de travail avait été adoptée par le Conseil.

61. À la date de la vérification (avril 2008), le secrétariat continuait d'assurer la gestion et l'archivage de ces dossiers conformément à la politique adoptée par le Conseil d'administration. Le secrétariat a avancé dans l'archivage de ses dossiers et le registre cessera d'exister dans le courant de l'année 2008.

62. À la date d'établissement du présent rapport, il ne restait à verser que 27 indemnités. Toutes les indemnités accordées à des particuliers et à des sociétés avaient été intégralement versées.

63. Pour ce qui est de l'avenir, les deux principaux aspects liés à la dernière étape de l'existence de la Commission étaient la date de clôture de la Section des paiements et le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. La première question dépendait de l'issue des négociations entre l'Iraq et le Koweït concernant les réclamations en suspens qui devaient se tenir prochainement sous les auspices du secrétariat. Pour ce qui était de la deuxième question, la durée du programme de suivi dépendait de celle des projets qu'il contrôlait, certains projets pouvant exiger un contrôle pendant une période pouvant atteindre jusqu'à 15 ans.

64. Le Comité passera en revue le processus d'achèvement lors de son prochain cycle de vérification, lorsque les faits et les informations disponibles seront plus complets.

## **10. Audit interne**

65. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a mené deux audits des activités du siège de la Commission, à Genève, et a publié deux rapports.

66. Un de ces deux rapports, daté du 11 juin 2007, avait trait au contrôle financier. Les recommandations qu'il contenait avaient trait essentiellement aux dépenses et à l'imputation des coûts d'appui à la rubrique budgétaire appropriée. L'autre, daté du 19 juin 2007, avait trait au paiement des indemnités. Étant donné l'imminence de la cessation d'activités de la Commission d'indemnisation, le BSCI a fait porter son attention principalement sur les soldes des comptes créditeurs.

67. Des divergences de vues ont surgi entre la Commission d'indemnisation et le BSCI au sujet des ressources requises pour le financement des activités d'audit interne. Selon la Commission, sa cessation progressive d'activités et les coupes drastiques opérées dans ses ressources humaines devaient aller de pair avec une réduction des charges afférentes à l'audit interne. Le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies a décidé de réduire les fonds alloués aux services du BSCI en 2007 étant donné la réduction de ses activités. Étant donné qu'il restait 30 milliards de dollars d'indemnités à verser, le BSCI a estimé que cette décision faisait courir un risque inacceptable à la Commission (voir A/62/281).

**11. Passation par profits et pertes**

68. Conformément à la règle de gestion financière 106.8 a), la Commission d'indemnisation a informé le Conseil qu'un montant total de 398 739 dollars avait été passé par profits et pertes au cours de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. Il s'agissait de matériel dont la sortie d'inventaire avait été approuvée par le Comité de contrôle du matériel. Ce montant comprenait 215 888 dollars de matériel obsolète qui avait été passé par profits et pertes en 2006 et 182 851 dollars de matériel endommagé ou détruit en 2007.

**12. Versements à titre gracieux**

69. Comme prévu par la règle de gestion financière 105.12, la Commission d'indemnisation a informé le Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

**13. Cas de fraude ou de présomption de fraude**

70. Conformément au mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies (ST/SGB/2003/7, par. 6 c) i)), la Commission n'a pas signalé de cas de fraude ou de présomption de fraude au Comité pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007.

**D. Remerciements**

71. Le Comité des Commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire exécutif et les membres de son personnel de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Premier président de la Cour  
des comptes de la France  
(Vérificateur principal)  
(Signé) Philippe **Séguin**

Le Président de la Commission de vérification  
des comptes de la République des Philippines  
(Signé) Reynaldo A. **Villar**

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(Signé) Terence **Nombembe**

Le 30 juin 2008

## Annexe

**État de la mise en œuvre des recommandations  
formulées par le Comité dans son rapport relatif  
à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005**

	<i>Objet</i>	<i>Paragraphes correspondants (S/2006/674)</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la question a été signalée pour la première fois</i>	<i>Recommandation pleinement appliquée</i>	<i>Recommandation partiellement appliquée</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>
1.	Le Comité recommande que la Trésorerie de l'ONU étudie la possibilité de recourir aux techniques de couverture du risque de change considérées comme les meilleures sur le plan international pour couvrir les dépenses de fonctionnement libellées en devises.	<b>Par. 36</b>	2004-2005	<b>X</b>		
2.	Le Secrétariat de l'ONU a accepté la recommandation du Comité préconisant de signaler les changements de conventions comptables et a dûment modifié les états financiers.	<b>Par. 39</b>	2004-2005	<b>X</b>		
3.	L'Office des Nations Unies à Genève devrait justifier de manière détaillée le loyer demandé à la Commission d'indemnisation pour les locaux qu'elle occupe.	<b>Par. 43</b>	2004-2005	<b>X</b>		
4.	L'Office des Nations Unies à Genève et la Commission d'indemnisation devrait faire établir la liste complète des biens durables attribués à chaque bureau; et procéder au rapprochement de chaque liste et de l'inventaire physique.	<b>Par. 48</b>	2004-2005		<b>X</b>	
5.	Tous les biens durables devraient être dûment enregistrés dans l'inventaire.	<b>Par. 51</b>	2004-2005		<b>X</b>	
6.	La Commission d'indemnisation devrait poursuivre l'action menée pour recouvrer les créances anciennes.	<b>Par. 55</b>	2004-2005	<b>X</b>		
7.	La Commission d'indemnisation devrait suspendre le versement de fonds au pays bénéficiaire jusqu'à ce que celui-ci se soit conformé aux dispositions de la décision 18 du Conseil d'administration concernant les délais de présentation des rapports.	<b>Par. 79</b>	2004-2005	<b>X</b>		
8.	La Commission d'indemnisation devrait veiller à obtenir les informations voulues sur les indemnités versées à des tiers.	<b>Par. 83</b>	2004-2005	<b>X</b>		
9.	La Commission d'indemnisation devrait se mettre en contact avec les pays qui n'ont pas présenté les certificats de vérification comptable requis pour obtenir l'assurance que toutes les indemnités versées sont dûment parvenues à leurs bénéficiaires.	<b>Par. 90</b>	2000-2001	<b>X</b>		
10.	La Commission d'indemnisation devrait obtenir le remboursement des indemnités payées deux fois.	<b>Par. 98</b>	2004-2005		<b>X</b>	
11.	Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies devrait faire réaliser une étude des leçons tirées des opérations d'indemnisation.	<b>Par. 113</b>	2004-2005	<b>X</b>		



	<i>Objet</i>	<i>Paragraphes correspondants (S/2006/674)</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la question a été signalée pour la première fois</i>	<i>Recommandation pleinement appliquée</i>	<i>Recommandation partiellement appliquée</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>
12.	La Commission d'indemnisation devrait continuer de prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité et la sûreté de ses archives jusqu'à la cessation de ses activités.	<b>Par. 115</b>	2000-2001	<b>X</b>		
13.	Le Comité recommande à nouveau que l'Organisation des Nations Unies adopte une stratégie d'achèvement.	<b>Par. 118</b>	2002-2003	X		
	<b>Total</b>	<b>13</b>		<b>10</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
	<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>		<b>77</b>	<b>23</b>	<b>0</b>

## Chapitre III

### Opinion des Commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007, numérotés de I à III, et les notes y relatives. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner, par sondage et dans la mesure jugée nécessaire par le vérificateur compte tenu des circonstances, les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Secrétaire général, et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que la vérification que nous avons effectuée constitue une base raisonnable sur laquelle fonder la présente opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent pour tous les éléments de caractère significatif une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2007 ainsi que du résultat des opérations et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, et qu'ils ont été établis conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

Sans pour autant assortir d'une réserve l'opinion qui précède, nous appelons l'attention sur la question suivante:

Un montant de 63,8 millions de dollars a été imputé à l'actif sous la rubrique des "Autres comptes débiteurs" dans les états financiers. Ce montant comprend pour 46,5 millions de dollars d'indemnités payées deux fois qui doivent être remboursées à la Commission d'indemnisation, dont 29 millions de dollars qui, au 31 décembre 2007, apparaissaient comme ne pouvant probablement pas être recouvrés. Le Comité est d'avis qu'étant donné qu'il n'a pas été constitué de provision, le montant des sommes apparaissant comme étant à recevoir est surestimé. Le processus d'identification et de recouvrement des indemnités payées deux fois et des autres réclamations est expliqué plus en détail dans la note 3 c) des états financiers.

En outre, nous estimons que les opérations de la Commission d'indemnisation des Nations Unies qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux autorisations de l'organe délibérant.

Sans pour autant assortir d'une réserve l'opinion qui précède, nous appelons l'attention sur la note 3 c) des états financiers où il est indiqué que des investigations sont en cours pour recenser les cas éventuels de surindemnisation.

Conformément à l'article VII du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Le Premier président de la Cour  
des comptes de la France  
(*Signé*) Philippe **Séguin**

Le Président de la Commission de vérification  
des comptes des Philippines  
(*Signé*) Reynaldo A. **Villar**

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Le 30 juin 2008

## Chapitre IV

### Certification des états financiers

Les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée en application de la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité pour l'exercice biennal 2006-2007, clos le 31 décembre 2007, ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de la Commission au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à III de la Commission d'indemnisation des Nations Unies qui figurent ci-après sont corrects.

Le Sous-Secrétaire général et Contrôleur  
(*Signé*) Warren **Sach**

Le 28 mars 2008

## Chapitre V

### États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007

#### Commission d'indemnisation des Nations Unies<sup>a</sup>

##### État I

#### État au 31 décembre 2007 des recettes et des dépenses de l'exercice 2006-2007 et de la variation des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Commission d'indemnisation	Appui de la Commission d'indemnisation au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement <sup>b</sup>	Total 2007	Total 2005 <sup>c</sup>
<b>Recettes</b>				
Allocations provenant d'autres organisations <sup>d</sup>	3 378 648	-	3 378 648	2 021 299
Virements de la réserve opérationnelle <sup>e</sup>	15 205	-	15 205	64 189
Contributions des gouvernements requérants	-	1 430	1 430	-
Intérêts créditeurs	43 717	116	43 833	19 123
Autres recettes/recettes accessoires	11 395 <sup>f</sup>	18	11 413	14 507
<b>Total des recettes</b>	<b>3 448 965</b>	<b>1 564</b>	<b>3 450 529</b>	<b>2 119 118</b>
<b>Dépenses</b>				
Traitements et autres dépenses de personnel	11 203	753	11 956	51 309
Voyages	72	17	89	268
Services contractuels	466	-	466	600
Dépenses de fonctionnement	2 097	92	2 189	6 605
Achats	12	-	12	63
Dépenses diverses	-	-	-	6 631
Indemnités accordées	3 497 160	-	3 497 160	2 068 933
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 511 010</b>	<b>862</b>	<b>3 511 872</b>	<b>2 134 409</b>
<b>Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses</b>	<b>(62 045)</b>	<b>702</b>	<b>(61 343)</b>	<b>(15 291)</b>
Dépenses non budgétisées comptabilisées d'avance au titre de l'assurance maladie après la cessation de service <sup>g</sup>	(1 314)	(268)	(1 582)	-
Ajustement de l'exercice antérieur <sup>h</sup>	<b>74 892</b>	-	<b>74 892</b>	-
<b>Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses</b>	<b>11 533</b>	<b>434</b>	<b>11 967</b>	<b>-15 291</b>
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	892	-	892	3 243
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	(7 562) <sup>i</sup>	-	(7 562)	-
Virement de la réserve opérationnelle <sup>e</sup>	(15 205)	-	(15 205)	(64 189)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	371 419	-	371 419	447 656
<b>Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice</b>	<b>361 077</b>	<b>434</b>	<b>361 511</b>	<b>371 419</b>

<sup>a</sup> Voir note 1.

<sup>b</sup> Voir note 4.

- <sup>c</sup> À la suite d'un changement de présentation, les chiffres ont été retraités aux fins de comparaison .
- <sup>d</sup> Soit 5% des revenus provenant de la vente de pétrole iraquien déposés sur le Fonds de développement pour l'Iraq conformément à la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité. Voir note 1 c).
- <sup>e</sup> Conformément aux autorisations données par le Conseil d'administration, un montant total de 15 205 700 dollars a été viré de la réserve opérationnelle en 2006 et 2007 pour financer le budget de fonctionnement de la Commission pour 2006-2007.
- <sup>f</sup> Y compris un montant de 10 402 005 dollars restitué par des gouvernements, les bénéficiaires des indemnités n'ayant pas pu être localisés. Voir la note 2 m) v).
- <sup>g</sup> Augmentation nette des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pendant l'exercice biennal 2006-2007.
- <sup>h</sup> Indemnités payées deux fois qui avaient été imputées à des exercices antérieurs et dont la Commission s'emploie à obtenir le remboursement. Voir note 3 c).
- <sup>i</sup> Engagements cumulés au 31 décembre 2005 au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (2 857 000 dollars), des jours de congé accumulés par les fonctionnaires (674 651), des indemnités de rapatriement (1 363 664 dollars) et des indemnités de licenciement (2 666 322 dollars). Ces montants figuraient précédemment dans les notes et figurent désormais au passif dans les états financiers. Voir la note 2 m) vi) et la note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

# Commission d'indemnisation des Nations Unies<sup>a</sup>

## État II

## État au 31 décembre 2007 de l'actif et du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Commission d'indemnisation	Appui de la Commission d'indemnisation au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement <sup>b</sup>	Total 2007	Total 2005
<b>Actifs</b>				
Liquidités et dépôts à terme	30 283	-	30 283	8 312
Trésorerie commune <sup>c</sup>	382 705	-	382 705	382 933
Trésorerie commune des bureaux hors Siège <sup>d</sup>	-	2 988	2 988	-
Soldes débiteurs interfonds	26	0	26	-
Autres comptes débiteurs <sup>e</sup>	63 790	49	63 839	5 570
Charges comptabilisées d'avance	20	35	55	71
<b>Total de l'actif</b>	<b>476 824</b>	<b>3 072</b>	<b>479 896</b>	<b>396 886</b>
<b>Passif</b>				
Engagements non réglés - exercice en cours	92 153	61	92 214	13 525
Soldes créditeurs interfonds	-	37	37	2 786
Autres comptes créditeurs <sup>f</sup>	17 899	-	17 899	9 156
Recettes comptabilisées d'avance	-	2 207	2 207	-
Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après la retraite	5 695 <sup>g</sup>	333 <sup>h</sup>	6 028	-
<b>Total du passif</b>	<b>115 747</b>	<b>2 638</b>	<b>118 385</b>	<b>25 467</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>				
Réserve opérationnelle	55 605 <sup>i</sup>	434 <sup>j</sup>	56 039	70 810
Excédent cumulé	305 472	-	305 472	300 609
<b>Total des réserves et des soldes des fonds</b>	<b>361 077</b>	<b>434</b>	<b>361 511</b>	<b>371 419</b>
<b>Total du passif, des réserves et des soldes des fonds</b>	<b>476 824</b>	<b>3 072</b>	<b>479 896</b>	<b>396 886</b>

<sup>a</sup> Voir note 1.

<sup>b</sup> Voir note 4.

<sup>c</sup> Part de la trésorerie commune du Siège de l'ONU, y compris liquidités et dépôts à terme (135 732 959 dollars), placements à court terme (76 195 285 dollars) (valeur boursière: 76 234 684 dollars), placements à long terme (168 511 997 dollars) (valeur boursière: 169 027 244 dollars) et intérêts créditeurs (2 265 071 dollars).

<sup>d</sup> Part de la trésorerie commune des bureaux hors siège, y compris liquidités et dépôts à terme (1 624 503 dollars), placements à court terme (827 027 dollars) (valeur boursière: 827 170 dollars), placements à long terme (524 519 dollars) (valeur boursière: 524 140 dollars) et intérêts créditeurs (12 175 dollars).

<sup>e</sup> Dont 17 294 190 dollars d'indemnités diverses versées à des gouvernements chargés de les remettre aux requérants pour lesquelles il n'a pas encore été reçu d'avis de distribution et 46 463 685 dollars dus par les requérants par suite de doubles paiements.

<sup>f</sup> Dont 17 294 190 dollars d'indemnités diverses versées à des gouvernements chargés de les remettre aux requérants pour lesquelles il n'a pas encore été reçu d'avis de distribution.

- <sup>g</sup> Au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (4 171 000 dollars), des jours de congé accumulés par les fonctionnaires (230 268), des indemnités de rapatriement (603 658 dollars) et des indemnités de licenciement (689 982 dollars). Ces montants figuraient précédemment dans les notes et figurent désormais au passif dans les états financiers. Voir la note 2 m) vi) et la note 5.
- <sup>h</sup> Au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (268 000 dollars), des jours de congé accumulés par les fonctionnaires (5 256), des indemnités de rapatriement (59 514 dollars).
- <sup>i</sup> Conformément aux autorisations données par le Conseil d'administration, un montant total de 15 205 700 dollars a été viré de la réserve opérationnelle en 2006 et 2007 pour financer le budget de fonctionnement de la Commission pour 2006-2007, le solde de la réserve opérationnelle s'établissant ainsi à 55 604 700 dollars au 31 décembre 2007.
- <sup>j</sup> En accord avec les gouvernements requérants et comme noté par le Conseil d'administration, l'excédent de l'exercice biennal 2006-2007 a été viré à la réserve opérationnelle pour le cas d'imprévus.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.



Commission d'indemnisation des Nations Unies<sup>a</sup>

État III

État au 31 décembre 2007 des flux de trésorerie de l'exercice biennal  
2006-2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Commission d'indemnisation	Appui de la Commission d'indemnisation au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement <sup>b</sup>	Total 2007	Total 2005 <sup>c</sup>
<b>Flux de trésorerie provenant du fonctionnement</b>				
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses (état I)	11 533	434	11 967	(15 291)
(Augmentation) diminution des soldes débiteurs interfonds	(26)	-	(26)	-
(Augmentation) diminution des autres comptes débiteurs	(58 220)	(49)	(58 269)	2 969
(Augmentation) diminution des charges comptabilisées d'avance	51	(35)	16	1 070
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	78 628	61	78 689	423
Augmentation (diminution) des soldes créditeurs interfonds	(2 786)	37	(2 749)	(9 557)
Augmentation (diminution) des autres comptes créditeurs	8 743	-	8 743	(3 006)
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	-	2 207	2 207	-
Augmentation (diminution) des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service après la retraite	5 695	333	6 028	-
À déduire: intérêts créditeurs	(43 717)	(116)	(43 833)	(19 123)
<b>Montant net des liquidités</b>	<b>(99)</b>	<b>2 872</b>	<b>2 773</b>	<b>(42 515)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de placement</b>				
(Augmentation) diminution de la trésorerie commune	228	(2 988)	(2 760)	85 265
À ajouter: intérêts créditeurs	43 717	116	43 833	19 123
<b>Montant net des liquidités</b>	<b>43 945</b>	<b>(2 872)</b>	<b>41 073</b>	<b>104 388</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>				
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	892	-	892	3 243
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	(7 562)	-	(7 562)	-
Virement de la réserve opérationnelle	(15 205)	-	(15 205)	(64 189)
<b>Montant net des liquidités provenant des activités de financement</b>	<b>(21 875)</b>	<b>-</b>	<b>(21 875)</b>	<b>(60 946)</b>
<b>Augmentation (diminution) des liquidités et des dépôts à terme</b>	<b>21 971</b>	<b>-</b>	<b>21 971</b>	<b>927</b>
Liquidités et dépôts à terme en début d'exercice	8 312	-	8 312	7 385
<b>Liquidités et dépôts à terme en fin d'exercice<sup>d</sup></b>	<b>30 283</b>	<b>-</b>	<b>30 283</b>	<b>8 312</b>

<sup>a</sup> Voir note 1.<sup>b</sup> Voir note 4.<sup>c</sup> À la suite d'un changement de présentation, les chiffres ont été retraités aux fins de comparaison.<sup>d</sup> Le montant des liquidités et des dépôts à terme ne comprend pas les liquidités et dépôts à terme faisant partie de la trésorerie commune. Voir les notes c/ et d/ de l'état II.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

## Notes relatives aux états financiers

### Note 1

#### La Commission d'indemnisation des Nations Unies

a) La Commission d'indemnisation des Nations Unies (la Commission) a été créée en 1992 par la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité, comme suite à la résolution 687 (1991), pour administrer le règlement des réclamations résultant d'une perte, d'un dommage ou d'un préjudice direct dont le Gouvernement iraquien est tenu responsable du fait de son invasion et de son occupation du Koweït.

b) Dans sa résolution 705 (1991), le Conseil de sécurité a adopté la suggestion du Secrétaire général tendant à ce que le niveau de la contribution de l'Iraq au Fonds d'indemnisation ne dépasse pas 30% de la valeur annuelle de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers. Dans sa résolution 986 (1995), le Conseil de sécurité a approuvé l'allocation de 30% du produit des ventes de pétrole iraquien à la Commission d'indemnisation. Comme suite à la résolution 1330 (2000), la part allouée à la Commission a été ramenée de 30% à 25% à compter du 6 décembre 2000.

c) Dans sa résolution 1483 (2003), le Conseil de sécurité a ramené le niveau de la contribution de l'Iraq au Fonds d'indemnisation à 5% à compter du 22 mai 2003 et a décidé que le niveau de cette contribution demeurerait inchangé à moins qu'un gouvernement iraquien représentatif reconnu par la communauté internationale et le Conseil d'administration de la Commission n'en décident autrement.

### Note 2

#### Résumé des principales conventions comptables et règles d'information financière de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

a) Les comptes de la Commission d'indemnisation des Nations Unies sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière établies par le Secrétaire général en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à la gestion, ou par le Contrôleur. Ils sont aussi pleinement conformes aux normes comptables du système des Nations Unies adoptées par le Comité administratif de coordination, devenu depuis le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS). La Commission d'indemnisation applique la norme comptable internationale 1 (Présentation des états financiers) relative à la publication des méthodes comptables, telle que modifiée et adoptée par le CCS, à savoir:

- i) Continuité des activités, permanence des méthodes et spécialisation des exercices sont les postulats comptables fondamentaux. Lorsqu'ils sont appliqués dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Dans le cas contraire, il faut le préciser en indiquant pourquoi;
- ii) Prudence, primauté de la substance sur la forme et importance relative sont les principes qui déterminent le choix et l'application des conventions comptables;

- iii) Les états financiers comprennent un exposé clair et concis de toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;
  - iv) L'indication des principales conventions comptables fait partie intégrante des états financiers, et toutes lesdites conventions doivent normalement être indiquées au même endroit;
  - v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
  - vi) Tout changement de convention comptable qui a une incidence significative sur l'exercice considéré, ou peut en avoir une sur des exercices ultérieurs, doit être indiqué et dûment motivé. Si elle est significative, l'incidence du changement doit être indiquée et quantifiée.
- b) Les comptes de la Commission sont tenus selon le principe de la "comptabilité par fonds". Chaque fonds est considéré comme une entité distincte aux fins de la gestion financière et de la comptabilité et fait l'objet d'une série distincte de comptes à solde nul en partie double. Les états financiers reflètent les activités de chaque fonds d'un groupe de fonds de même nature.
- c) L'exercice de la Commission est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives.
- d) En règle générale, les recettes et les dépenses ainsi que les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité en droits constatés (ou comptabilité d'exercice).
- e) Les comptes de la Commission sont libellés en dollars des États-Unis. Les montants inscrits dans les comptes tenus dans d'autres monnaies sont convertis en dollars des États-Unis au moment des opérations, aux taux de change fixés par l'Organisation des Nations Unies. Les liquidités, les placements, et les soldes débiteurs et créditeurs exprimés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont indiqués en dollars dans les états financiers, leur montant étant converti aux taux de change opérationnels de l'ONU à la date de l'arrêté des comptes. Si la valeur obtenue en utilisant le taux de change effectif à la date de l'arrêté des comptes s'écarte sensiblement de celle résultant de l'utilisation du taux de change opérationnel de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice, le montant de la différence est indiqué dans une note.
- f) Les états financiers de la Commission sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution du prix des biens et des services.
- g) L'état récapitulatif des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte visée dans les Normes comptables du système des Nations Unies.
- h) Les états financiers de la Commission sont présentés conformément aux recommandations que le Groupe de travail sur les normes de comptabilité formule à l'intention du Comité de gestion de haut niveau.
- i) Les résultats des opérations de la Commission sont présentés dans les états I, II et III par type général d'activités, ainsi que sur une base combinée pour tous les fonds. Leur présentation sur une base combinée ne signifie aucunement que les divers fonds distincts soient fongibles étant donné que, normalement, des ressources ne peuvent pas être virées d'un fonds à l'autre.

- j) Recettes:
- i) Les allocations provenant d'autres fonds sont des sommes qu'il a été décidé de virer d'un fonds à un autre d'où elles seront décaissées;
  - ii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations représentent des allocations versées par des organismes qui souhaitent que la Commission administre des projets ou autres programmes en leur nom;
  - iii) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les dépôts bancaires et les revenus des placements de la trésorerie commune. Sont déduites des revenus des placements toutes les pertes subies et toutes les pertes nettes non réalisées sur les placements à court terme. Les revenus de ces placements et les coûts afférents à leur gestion sont répartis entre les différents fonds participants;
  - iv) Les recettes accessoires comprennent les sommes restituées par les gouvernements au titre de requérants qui n'ont pas pu être localisés (voir note 2 m) v), le produit de la vente de matériel usagé ou excédentaire, les remboursements de dépenses passées en charges au cours d'exercices antérieurs, les gains nets réalisés sur les opérations de change, les indemnités versées par les compagnies d'assurances, les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée et d'autres recettes diverses;
  - v) Les recettes se rapportant à des exercices à venir ne sont pas comptabilisées en tant que recettes de l'exercice mais en tant que recettes comptabilisées d'avance, ainsi qu'il est indiqué dans la note 2 m) iii);
- k) Dépenses:
- i) Les dépenses sont imputées sur les fonds alloués. Les dépenses totales comprennent les engagements non réglés et les décaissements;
  - ii) Les dépenses engagées pour l'achat de biens durables sont imputées au budget de l'exercice au cours duquel ces biens ont été acquis, lesquels ne sont pas inscrits à l'actif. L'inventaire de ces biens est établi au coût historique;
  - iii) Les dépenses afférentes à des exercices à venir ne sont pas imputées au budget de l'exercice considéré mais inscrites comme charges comptabilisées d'avance, ainsi qu'il est indiqué dans la note 2 l) v).
- l) Actif:
- i) Les liquidités et les dépôts à terme sont les fonds déposés dans des comptes à vue ou dans des comptes en banque portant intérêts;
  - ii) La trésorerie commune comprend les dépôts à vue et à terme et les placements à court terme et à long terme de la Commission qui sont gérés centralement par l'ONU, ainsi que les revenus cumulés de ces placements, qui sont tous de même nature. Les placements à court terme sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur du marché, le montant inférieur étant retenu; les placements à long terme sont comptabilisés au prix coûtant. Le prix coûtant s'entend de la valeur

nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission non amortie. La valeur de réalisation des placements est indiquée dans les notes de bas de page des états financiers;

iii) Les soldes interfonds, qui représentent le résultat des opérations effectuées entre différents fonds, sont compris à la fois dans les montants dus au Fonds général de l'ONU et dans ceux dus par celui-ci. Ils tiennent également compte des opérations effectuées directement avec le Fonds général. Ils sont périodiquement l'objet d'un règlement, en fonction des disponibilités;

iv) Il n'est pas constitué de provision pour retard de recouvrement des soldes débiteurs;

v) Les charges comptabilisées d'avance comprennent normalement les dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputées à l'exercice considéré et qui seront imputées sur un exercice ultérieur. Ce poste comprend notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 106.7. Ces engagements sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère permanent, ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;

vi) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la fraction des avances sur les indemnités pour frais d'études qui est censée couvrir l'année scolaire ou universitaire écoulée à la date de l'état financier est inscrite comme charge constatée d'avance. Le montant total des avances demeure comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires tant que ceux-ci n'ont pas produit les justificatifs requis, après quoi les avances sont imputées au compte budgétaire approprié et régularisées;

vii) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres biens durables et les aménagements apportés aux locaux pris à bail ne sont pas inscrits à l'actif de la Commission. Ces acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires l'année où elles sont effectuées. La valeur des biens durables est indiquée dans les notes relatives aux états financiers.

m) Passif, réserves et solde du fonds:

i) Les réserves opérationnelles sont incluses dans le montant total indiqué pour les réserves et les soldes des fonds dans les états financiers;

ii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir figurent à la fois dans les charges comptabilisées d'avance et dans les engagements non réglés;

iii) Les recettes comptabilisées d'avance sont les recettes encaissées par anticipation;

iv) Les engagements afférents à l'exercice biennal demeurent valables pendant 12 mois après la fin de l'exercice. À l'expiration de ce délai, ils sont annulés et les montants correspondants sont reversés

au Fonds d'indemnisation en tant que réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs;

v) Les montants inscrits à la rubrique Autres comptes créditeurs comprennent les indemnités retournées par des gouvernements qui n'ont pu retrouver les requérants. Ils peuvent rester inscrits à ce compte 24 mois à partir de la date du versement initial. À l'expiration de ce délai, les dettes inscrites à la rubrique Autres comptes créditeurs sont annulées. Les montants correspondants sont reversés au Fonds d'indemnisation et sont inclus dans les recettes accessoires;

vi) Les engagements cumulés au titre des prestations dues à la cessation de service après la retraite, qui comprennent celles qui correspondent à l'assurance maladie après la cessation de service, aux jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires, aux indemnités de rapatriement et aux indemnités de licenciement, qui apparaissaient précédemment dans les notes relatives aux états financiers figurent désormais, depuis le 1er janvier 2006 comme engagements dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds. Conformément à cette nouvelle politique comptable, ces engagements sont comptabilisés lorsqu'ils sont encourus, conformément à la résolution 60/255 de l'Assemblée générale du 8 mai 2006 relative à la comptabilisation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Les engagements imputables à l'exercice en cours au titre des jours de congé accumulés, des indemnités de rapatriement et des indemnités de licenciement sont comptabilisés comme charge et sont reflétés sous la rubrique "Traitements et autres dépenses de personnel" de l'état I. La variation nette des engagements encourus au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au cours de l'exercice figure sous une rubrique distincte, dans l'état I, à savoir les "Dépenses non budgétisées comptabilisées d'avance au titre de l'assurance maladie après la cessation de service" (voir la note 5).

vii) Les dettes éventuelles sont signalées dans les notes relatives aux états financiers;

viii) L'ONU fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer le versement des pensions de retraite et des prestations de décès, d'invalidité ou autres. Le régime des pensions du personnel des Nations Unies est un régime par capitalisation à prestations définies. La Commission est tenue de verser des cotisations à la Caisse au taux fixé par l'Assemblée générale. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué ces dispositions.

**Note 3**  
**États I, II et III**

a) Réclamations

Au 31 décembre 2007, des indemnités d'un montant total de 28 950 563 520 dollars avaient été approuvées par le Conseil d'administration de la Commission, mais l'engagement ne sera constaté et les indemnités versées que quand les fonds auront été reçus du Fonds de développement pour l'Iraq créé en application de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité.

b) Versement d'intérêts

En ce qui concerne le versement d'intérêts, le Conseil d'administration de la Commission a décidé en 1992, dans sa décision 16, qu'il serait alloué des intérêts aux requérants dont la réclamation aurait été acceptée, à partir de la date de la perte jusqu'à celle du paiement, à un taux suffisant pour compenser la perte découlant pour eux de l'impossibilité de faire usage pendant l'intervalle du principal de l'indemnité octroyée, qu'il examinerait les méthodes de calcul et de paiement des intérêts le moment venu et que les intérêts seraient payés après le principal. Le Conseil d'administration s'est prononcé définitivement sur cette question à sa séance du 10 mars 2005, en adoptant la décision 243, dans laquelle il a décidé de ne pas donner suite à la question de l'allocation d'intérêts. Cette décision signifie qu'il ne sera pas versé d'intérêts sur les indemnités. Cette décision du Conseil d'administration a été communiquée à tous les gouvernements requérants.

c) Réclamations présentées en double et surindemnisation

i) Pendant l'exercice biennal 2006-2007, le secrétariat de la Commission a, à la suite de ses investigations, déterminé que les réclamations présentées en double ou ayant donné lieu à une surindemnisation se montaient à 74 891 642 dollars, chiffre qui a été comptabilisé comme ajustement de l'exercice antérieur dans l'état I. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a décidé à sa cinquante-neuvième session, tenue en mars 2006, que les surindemnisations confirmées identifiées à la suite des investigations menées seraient corrigées conformément à l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations;

ii) À sa soixantième session, en juin 2006, le Conseil d'administration a décidé que les gouvernements et autres entités ayant présenté des réclamations seraient priés de faire tout le nécessaire pour essayer de recouvrer les surindemnisations versées aux requérants et à remettre les fonds reçus à la Commission dans des délais déterminés;

iii) À sa soixante et unième session, tenue le 31 octobre et les 2 et 3 novembre 2006, le Conseil d'administration a décidé que les gouvernements et les autres entités ayant présenté des réclamations seraient responsables des montants à recouvrer mais "identifiables" (c'est-à-dire qui auraient raisonnablement pu être détectés lors du versement ou avant) mais non des montants "non identifiables" (c'est-à-dire des montants qu'il aurait été difficile, voire impossible, pour les

entités requérantes de détecter). Il a également été décidé que toutes les surindemnisations "identifiables" non recouvrées seraient déduites du versement final effectué aux gouvernements intéressés à titre d'indemnité gouvernementale ou quasi-gouvernementale;

iv) À sa soixante-deuxième session, tenue du 20 au 22 février 2007, le secrétariat de la Commission a rendu compte de ses constatations concernant les réclamations présentées en double et les surindemnisations au Conseil d'administration, lequel a, dans le cadre de quatre rapports établis conformément à l'article 41, approuvé des corrections à près de 30 000 réclamations. En outre, le Conseil d'administration a pris note du rapport du secrétariat de la Commission sur les réponses reçues jusqu'alors des gouvernements requérants au sujet de leurs efforts de recouvrement;

v) À sa soixante troisième session, tenue du 20 au 22 juin 2007, le Groupe de travail du Conseil d'administration a reçu et examiné les derniers résultats des communications présentées par les gouvernements requérants, les délais fixés ayant expiré. À la lumière des efforts déployés par les entités requérantes et des montants ainsi recouverts, le Groupe de travail a été d'avis que, même si ces efforts étaient poursuivis, les montants recouverts ne seraient que limités. Il a recommandé que les entités requérantes soient invitées à remettre à la Commission les autres fonds qu'elles pourraient recevoir et que le secrétariat de la Commission présente un rapport sur les sommes supplémentaires qui auraient été recouvrées lors de futures sessions du Conseil d'administration;

vi) Du fait des recouvrements obtenus et des compensations opérées, l'encours des réclamations présentées en double et des surindemnisations au 31 décembre 2007 avait été ramené à 46 463 685 dollars. Un montant supplémentaire de 16 290 976 dollars sera déduit des indemnités qui restent à payer. Le secrétariat de la Commission a l'intention de soumettre la question du sort à réserver au reste des montants à recouvrer au Conseil d'administration pour décision.

d) Vente de pétrole iraquien: transactions en espèces et accords de troc

i) En application de la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité, depuis le 22 mai 2003, 5% des recettes provenant des exportations de pétrole iraquien doivent être versés au Fonds d'indemnisation. Conformément à cette résolution, un cabinet comptable indépendant a été chargé par le Conseil international consultatif et de contrôle de faire rapport sur toutes les ventes à l'exportation de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel iraquien. Ce cabinet a signalé dans ses rapports que les lacunes des contrôles internes étaient telles qu'il était impossible d'évaluer le manque à gagner résultant de l'absence d'un système pleinement opérationnel de mesure de la production et du sabotage incessant des oléoducs. En outre, dans ses rapports portant sur les périodes allant du 1er janvier 2005 au 30 juin 2005, du 1er juillet 2005 au 31 décembre 2005 et l'année qui a pris fin le 31 décembre 2006, ainsi que dans son rapport le plus récent, portant sur la période allant du 1er janvier 2007 au 30 juin 2007, il a également signalé que les



recettes du Fonds de développement pour l'Iraq étaient sous-estimées du fait que le produit de certaines transactions en espèces et de transactions effectuées conformément à des accords de troc n'avaient pas été déposées au Compte des recettes pétrolières. Si toutes ces transactions avaient été déposées à ce compte, la part du Fonds d'indemnisation dans les recettes qu'elles ont générées du 22 mai 2003 au 30 juin 2007 aurait été de 116,4 millions de dollars. Dans son rapport pour l'année qui a pris fin le 31 décembre 2006, ce cabinet comptable a également noté que d'autres questions auraient pu être portées à son attention s'il avait procédé à d'autres vérifications ou à un audit en bon et due forme;

ii) Le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation est tenu régulièrement informé de cette question, le dernier état de la situation lui ayant été présenté à sa soixante-cinquième session, en octobre 2007. Le Conseil d'administration a demandé, entre autres, que le secrétaire exécutif continue de suivre la question avec le Contrôleur, suive les audits du Fonds de développement pour l'Iraq et tienne le Conseil informé de tout fait nouveau. La question a été portée à l'attention du Gouvernement iraquien et une solution a été trouvée: la part des recettes en question revenant à la Commission sera virée au Fonds d'indemnisation.

#### **Note 4**

#### **Appui de la Commission d'indemnisation des Nations Unies au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement**

Le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement a été créé par le Conseil d'administration en décembre 2005 dans sa décision 258, en consultation avec le Gouvernement de l'Iraq et les gouvernements requérants participants (Arabie saoudite, Jordanie, Koweït et République islamique d'Iran), pour suivre la gestion technique et financière des projets de remise en état et de régénération de l'environnement entrepris par les gouvernements requérants au moyen de fonds fournis par la Commission. Le programme est financé par les gouvernements requérants participants par le biais de déductions volontaires des indemnités attribuées.

**Note 5****Engagements cumulés au titre des prestations dues à la cessation de service et après la retraite**

a) Lorsqu'ils cessent leur service, les fonctionnaires remplissant les conditions requises ont droit à une assurance maladie, au paiement correspondant aux jours de congé qu'ils ont accumulés, jusqu'à un maximum de 60 jours, ainsi qu'à des indemnités de rapatriement et à des indemnités de licenciement, qui sont fonction de la durée de leur service. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, ces quatre types d'engagement sont reflétés dans les états financiers. Les engagements au 31 décembre 2005 ont été comptabilisés par le biais d'un ajustement aux réserves et aux soldes des fonds figurant dans l'état I. Précédemment, ils apparaissaient dans les notes relatives aux états financiers.

b) Afin de mieux saisir l'ampleur des engagements de la Commission au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui est un plan à prestations définies, la Commission a demandé à un actuaire-conseil d'effectuer une évaluation actuarielle de ces prestations. Les principales hypothèses utilisées par l'actuaire ont été un taux d'actualisation de 5,5%; une hausse des coûts des services médicaux de 9,5% en 2008, ce taux devant tomber progressivement à 5,0% en 2015 et ultérieurement pour les plans d'assurance maladie américains et de 5,7% en 2008 tombant progressivement à 4,5% en 2012 et ultérieurement pour les plans d'assurance maladie non américains; et des hypothèses en ce qui concerne les départs à la retraite, le retrait des droits acquis et la mortalité semblables à celles qui sont utilisées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour ses propres évaluations actuarielles. Sur la base de ces hypothèses, les engagements de la Commission au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2007 ont été estimés comme suit:

(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Valeur actuelle des prestations futures</i>	<i>Engagements cumulés</i>
Montant brut des engagements	6 143	5 920
Moins: cotisations des retraités	(1 536)	(1 481)
<b>Montant net des engagements</b>	<b>4 607</b>	<b>4 439</b>

c) Les chiffres indiqués ci-dessus pour la valeur actuelle des prestations futures sont les valeurs actualisées de toutes les prestations à verser à l'avenir à tous les fonctionnaires actuellement à la retraite ainsi qu'aux fonctionnaires en service actif qui prendront leur retraite. Les engagements échus représentent la partie des valeurs actuelles des prestations auxquelles les fonctionnaires peuvent prétendre de la date d'entrée en fonctions à la date de l'évaluation. Les prestations dues aux fonctionnaires en service actif sont intégralement constatées à la date à laquelle prend naissance le droit à prestations;

d) Le montant total des engagements de la Commission au titre des jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires, les indemnités de rapatriement et les indemnités de licenciement a été comptabilisé au 31 décembre 2007 et est estimé à 235 524 dollars, 663 172 dollars et 689 982 dollars pour ces trois catégories de prestations respectivement. Les engagements correspondant à l'exercice biennal 2006-2007 au titre des jours de congé annuel accumulés par les fonctionnaires, des primes de rapatriement et des indemnités de licenciement qui ont été comptabilisés comme charge se sont montés à 64 309 dollars, 355 814 dollars et 176 931 dollars respectivement.

## Note 6

### Biens durables

Conformément aux conventions comptables de l'ONU, les biens durables ne sont pas inscrits à l'actif de la Commission: les acquisitions sont imputées sur les crédits ouverts au moment où elles sont effectuées. La valeur des biens durables de la Commission, établie au coût historique, s'établissait comme suit au 31 décembre 2007:

(En dollars É.-U.)

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2006 . . . . .	1 418 675
À ajouter: acquisitions . . . . .	3 160
À déduire: passation par profits et pertes (matériel endommagé) . . . . .	(398 739)
À déduire: cession . . . . .	(38 184)
Autres ajustements <sup>a</sup> . . . . .	7 888
<b>Solde au 31 décembre 2007 . . . . .</b>	<b>992 800</b>

<sup>a</sup> Montant net des ajustements, y compris ceux découlant de l'inventaire physique.

## Note 7

### Activités futures

Le traitement des réclamations étant achevé, le Conseil d'administration a décidé à sa cinquante-huitième session, de maintenir à Genève une commission résiduelle composée de deux composantes: a) le Conseil d'administration et b) un secrétariat d'envergure réduite.

Les principales attributions du secrétariat sont de fournir des services d'appui au Conseil d'administration et à ses réunions, d'appliquer les décisions du Conseil, de continuer de verser les indemnités approuvées mais non payées, qui se montaient à approximativement à 29 milliards de dollars au 31 décembre 2007, de continuer de gérer l'archivage des dossiers de la Commission et de superviser la mise en œuvre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement.

---